



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS

Entre

LA VILLE DE MONTIVILLIERS

Et

L'AMICALE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS

Pour assurer et développer l'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs en faveur des personnels de la Ville de Montivilliers actifs, retraités et leurs familles, il est convenu :

ENTRE

La Ville de Montivilliers, régulièrement représentée par son Maire, **M. Jérôme DUBOST** d'une part, autorisé par délibération du conseil municipal du 24 Juin 2024.

ET

L'Association Amicale des Employés Municipaux de la ville de Montivilliers, constituée sous la forme d'association loi 1901, déclarée à la Sous-Préfecture du Havre le 26 mai 1961 sous le n° 1347 et dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville de Montivilliers, représentée par sa Présidente, **Mme Isabelle LECROQ**, autorisée par délibération de son conseil d'administration,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

Dans le cadre de la gestion et du développement de son action sociale, culturelle et sportive, la Ville de Montivilliers met à disposition de l'Amicale du Personnel Municipal des moyens afin que cette association mette en place des projets à destination des agents municipaux.

L'Amicale a pour objectif de créer, développer, organiser l'action sociale et d'encourager les loisirs sous toutes leurs formes en proposant à destination de ses adhérents des séjours, des voyages, des cadeaux et prestations au moment de Noël. Son action s'exerce à l'égard des agents actifs et retraités de la Ville de Montivilliers mais également en faveur de leurs conjoints, enfants et personnes à charge. Elle favorise également les relations entre le personnel des différents services municipaux.

Au regard des actions portées par l'Amicale, il convient de formaliser les relations entre la Ville de Montivilliers et l'Amicale par une convention qui s'inscrit dans une démarche partenariale.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Afin de lui permettre de mener à bien sa mission, la ville de Montivilliers met à la disposition de l'Amicale :

- des moyens immobiliers, mobiliers et matériels,
- un ensemble de prestations à caractère administratif et technique,
- des moyens en personnel, par l'accord de temps de délégation.

La Ville de Montivilliers contribue également financièrement à la mise en œuvre de l'action de l'Amicale en lui attribuant une subvention annuelle afin de développer et de proposer aux employés municipaux des prestations d'action sociale :

- Organisation de voyages
- Organisation de séjours et de sorties
- Location de chalets, mobil home de vacances
- Participation à des activités loisirs et sportives
- Organisation de sorties à destination des enfants
- Vente de billets de spectacles et de cinéma
- Organisation d'un arbre de Noël
- Distribution de colis aux agents médaillés et retraités.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de trois ans à compter du 15 Juin 2024 et sera renouvelée par reconduction expresse (délibération du conseil municipal).

L'adjonction de clauses nouvelles ou la modification de ces articles peut être fait par avenant soumis aux mêmes règles que cette convention.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

La ville de Montivilliers verse une subvention annuelle à l'Amicale d'un montant de 88 272 €.

L'intégralité de la subvention est versée avant le 31 janvier de l'année N.

La subvention est accordée sous réserve des crédits inscrits au Budget Principal de la Ville de Montivilliers.

ARTICLE 4 – MOYENS IMMOBILIERS, MOBILIERS ET MATERIELS

La ville de Montivilliers met à disposition de l'Amicale un local adapté de 17 m², situé 8 place de l'Ancienne Huilerie, pour l'exercice de son activité. De même, l'Amicale bénéficie d'un local partagé au sein du même bâtiment avec l'association CLCV.

Ce local est équipé de sorte à permettre le bon fonctionnement et l'accueil des bénéficiaires dans les meilleures conditions en termes d'accessibilité et de zone de confidentialité.

Cette mise à disposition est consentie de façon permanente et à titre gratuit pour la durée de la convention.

En cas de changement d'affectation des locaux mis à disposition, la ville de Montivilliers s'engage à fournir une solution, dont la qualité, dans la mesure du possible ne peut être inférieure à la situation précédente.

La ville de Montivilliers met à disposition de l'Amicale, le mobilier et le matériel afin de permettre l'exercice normal des tâches administratives et du secrétariat. Un inventaire sera établi et mis à jour.

ARTICLE 5 – DES PRESTATIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

La ville de Montivilliers s'engage à faciliter la diffusion des informations de l'Amicale au personnel bénéficiaire.

Elle aide le travail informatique de l'Amicale en fournissant les prestations nécessaires (maintenance, mise à disposition de logiciels).

Elle met à disposition de l'Amicale la messagerie Outlook pour la diffusion de ses informations aux salariés et entre les membres du Conseil d'Administration.

Elle permet l'accès aux moyens de reprographie de la Mairie. Un code d'accès sera fourni à l'Amicale, avec mesure et contrôle de la Collectivité. La prise en charge des frais d'utilisation du photocopieur se fera à concurrence de 10 000 copies annuelles avec un objectif dans le cadre du développement durable grâce à la dématérialisation, d'une réduction sensible de la consommation de papier.

Elle réserve des panneaux d'affichage à l'Amicale dans les principaux services : mairie, services Techniques, Service culturel, Education/Jeunesse, CCAS, Bibliothèque, Sports, cuisine centrale ainsi que l'ensemble des écoles.

ARTICLE 6 – DES TEMPS DE DELEGATION DE L'AMICALE

Des temps de délégation sont accordées aux représentants de l'Amicale élus au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale pour participer aux différentes réunions statutaires (bureau, conseil d'administration, commissions), assurer les permanences et le fonctionnement de l'association.

Pour les 4 membres actifs du Conseil d'Administration, le temps de délégation est de 12 heures maximum par mois et par agent.

Pour les 6 membres actifs du Bureau, le temps de délégation est de 20 heures maximum par mois et par agent.

Ce volume horaire ne peut être reporté sur des tiers, ni être cumulable. Sa répartition est sous la responsabilité de la Présidente.

Afin de bénéficier de ces temps de délégation, une convocation devra être adressée à l'autorité territoriale au moins 3 jours à l'avance. Tout refus de cette dernière devra être motivé par écrit à la Présidente en précisant le détail des nécessités invoquées.

Chaque membre du Conseil d'Administration devra valider son absence en procédant à un badgeage avant et après la réunion.

Des temps de délégation sont accordées aux membres du Conseil d'Administration pour participer à des congrès, visites, salon de CE, voyages d'études, formation relative à l'association et encadrement de sortie. Elles sont au nombre de 4 jours par an pour chaque membre actif, afin d'encourager la rotation.

ARTICLE 7 – CHARGES ET CONDITIONS FINANCIERES

La mise à disposition des locaux à l'Amicale ne fera pas l'objet du versement d'une redevance d'occupation.

La ville de Montivilliers prend à sa charge les dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, téléphone, etc.) en relation directe avec les équipements mis à disposition de l'Amicale pour l'exercice des tâches de gestion.

La Ville de Montivilliers prend à sa charge l'entretien des locaux.

Les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention.

La convention exclut toute sous-location à un tiers.

ARTICLE 8 – JUSTIFICATIFS

L'Amicale s'engage à fournir, chaque année, avant le 15 mai, à la Ville de Montivilliers :

- Le rapport d'activité de l'année écoulée,
- Le rapport financier comportant les éléments ci-après :
 - Le compte de résultat,
 - Le bilan comptable,

L'Amicale s'engage à communiquer le budget prévisionnel de l'année suivante avant le 30 octobre de l'année précédente.

ARTICLE 9 – CONSIGNES DE SECURITE

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'Amicale s'engage expressément à :

- Respecter les règles de sécurité ;
- A laisser les lieux en bon état de propreté.

Pour tout problème technique en heure ouvrée, les services techniques sont joignables au 02.35.30.17.44. En dehors des heures ouvrées, l'Amicale peut contacter l'astreinte au 06.10.84.92.71.

L'utilisateur s'engage à :

- Ne jamais dépasser les effectifs maximums autorisés dans l'établissement, et les locaux concernés par la présente convention. Un affichage du nombre maximal de personnes autorisées est affiché pour chaque salle ;
- Ne pas exercer d'autre type d'activité que celle autorisée par la présente convention ;
- Prendre les premières mesures de sécurité et notamment, à s'assurer de l'évacuation immédiate et complète des locaux en cas d'odeur de fumée, de fumée suspecte ou d'incendie ;
- Connaître et faire appliquer les consignes de sécurité à suivre en cas d'incendie (conditions générales et consignes spécifiques à l'établissement) notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- Diriger les secours en attendant l'arrivée de l'exploitant et des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition de ceux-ci ;
- Informer et sensibiliser son personnel aux consignes d'évacuation et à la mise en œuvre des moyens de secours ;
- Assurer la vacuité permanente des issues et cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;
- Respecter les éventuelles configurations pour l'aménagement des salles (rangées de chaises, tables...) ;
- Ne pas modifier les installations électriques de l'établissement ;
- Ne pas ajouter d'éléments de décoration sans s'assurer préalablement de respecter le règlement de sécurité.

ARTICLE 10 : ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Les risques encourus par l'Amicale du fait de son activité, de l'utilisation de l'ensemble des locaux mis à disposition et de ses membres et intervenants seront convenablement assurés par l'Amicale, qui fournira à la Ville les attestations d'assurance.

Elle est seule responsable de toute dégradation des biens mis à disposition résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance et devra faire l'objet d'une remise en état aux frais de l'Amicale.

Elle déclare immédiatement à la compagnie d'assurance et à la Ville, tout sinistre ou dégradation se produisant dans les lieux.

ARTICLE 11 : DUREE, RESILIATION, DISSOLUTION, RUPTURE

La présente convention prend effet à compter de sa notification qui intervient après transmission au contrôle de légalité. Elle est valable au titre de l'année 2023.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la signification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié, et pour tout autre motif, en respectant un préavis de 6 mois.

En cas de dissolution de l'Amicale ou de la rupture de la convention du fait de l'Amicale, la Ville est fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours, non utilisée aux fins pour laquelle elle était prévue.

En cas de rupture de la présente convention imputable à la Ville, l'Amicale signataire est tenue de reverser les fonds non utilisés de la subvention de l'année en cours, sous réserve des sommes déjà engagées et d'une juste indemnisation du préjudice ainsi subi.

ARTICLE 12 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

L'Amicale s'engage à réaliser son activité conformément aux dispositions du contrat d'engagement Republicain précisées dans l'annexe de la présente convention.

ARTICLE 13 : LITIGE

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal Administratif de Rouen.

Fait à Montivilliers, le

Le Maire,
Jérôme DUBOST

La Présidente
Isabelle LECROQ

ANNEXE

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain. A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.